

MARDI 26 JANVIER 2021, EN GRÈVE

SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

Un plan d'urgence pour l'école

La crise sanitaire que traverse la société toute entière, aura mis sur le devant de la scène le rôle important et incontournable de l'école et de ses personnels. Les attentes sont fortes et les réponses ministérielles sont loin d'être à la hauteur.

L'imposition d'une conception mécaniste des apprentissages nuit à la réussite scolaire des enfants des familles populaires, et s'appuie sur des évaluations nationales dont le rôle est de faciliter un pilotage vertical du système et de justifier a posteriori ce tri social. La situation sanitaire aura eu un effet loupe à la fois sur les inégalités mais aussi sur le rôle incontournable que doit jouer l'école pour les combattre.

Loin d'en tirer des leçons, le ministre persiste dans une politique éducative qui renforce les inégalités et qui projette une transformation du métier inquiétante reposant sur un accroissement du contrôle hiérarchique et une remise en cause de l'autonomie du métier enseignant. Quant à la revalorisation des personnels et aux mesures pour la direction et le fonctionnement de l'école, elles sont soit inexistantes soit s'avèrent très loin des attentes de la profession.

La gestion de la crise sanitaire avec les mensonges sur les masques, les protocoles inapplicables, l'information parcimonieuse et trop tardive, le manque d'anticipation, le déni sur les chiffres de contamination des personnels et élèves... qui s'ajoutent à sa communication faite d'aplomb et d'arrogance, ont fini de retirer au ministre de l'éducation nationale le peu de crédit qui lui restait.

Parce que l'école fait face à une crise grave et inédite.
Parce que les personnels sont en première ligne et se sentent abandonnés.

Parce que la réussite des élèves est menacée.

Parce qu'une autre école est possible !

Des réponses à la hauteur des enjeux sont nécessaires.



URGENCE
SERVICE PUBLIC
D'ÉDUCATION

#engrevel26janvier

#unplandurgencepourlecole



Sommaire :

p.2 : Une politique éducative néfaste - p.3 : Une dotation d'urgence pour l'école

p.4 : Revalorisation des enseignant-es et des AESH

Une politique éducative néfaste

Alerte infox !

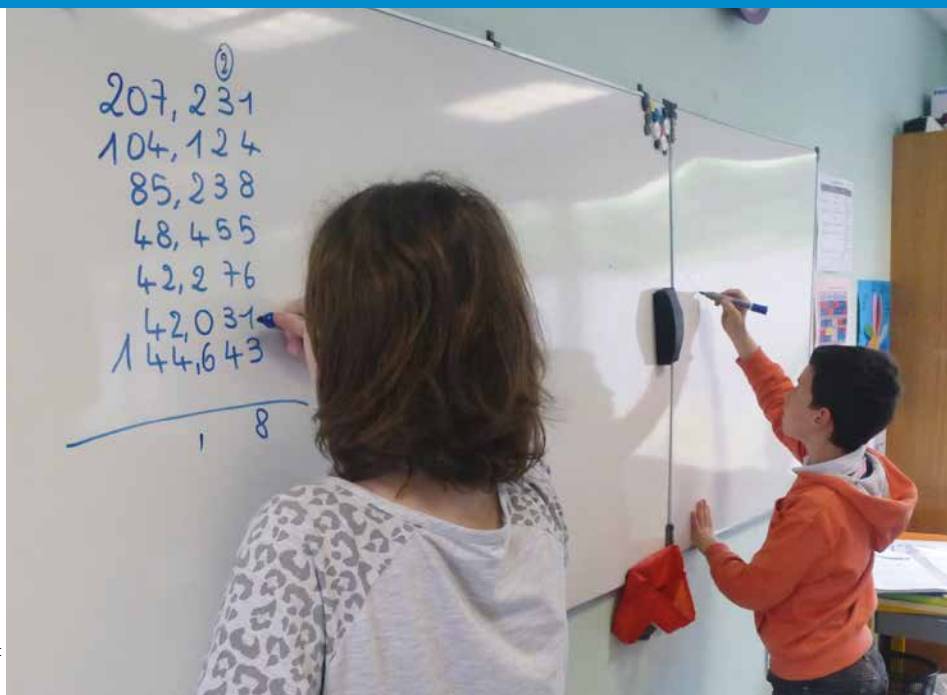
Sous couvert de gestion de la crise sanitaire, Jean Michel Blanquer déploie sa politique éducative à marche forcée «comme si de rien n'était».

Resserrement sur les «fondamentaux», individualisation des apprentissages, pilotage par les chiffres, mise sous tutelle des pratiques enseignantes sont les fondements d'orientations contraires aux consensus scientifiques.

Érigées en outil de pilotage du système, les évaluations CP, CE1 et 6^e, reprises à l'identique malgré l'année scolaire amputée par la crise sanitaire, enfoncent le clou. Des pans entiers des savoirs, dont ceux construits à l'école maternelle, en sont exclus. Une conception appauvrie des apprentissages s'y impose en particulier dans l'enseignement de la lecture où l'accès au sens est différé. L'individualisation y est exacerbée et elle porte le risque d'un accroissement des inégalités.

Creusement des inégalités scolaires

En cette rentrée si particulière, aucun temps ni dispositif d'accompagnement n'a été proposé aux équipes pour répondre aux besoins des élèves. A l'inverse, une formation arc-boutée sur les plans français et maths est imposée sans prise en compte des besoins exprimés par le terrain, participant souvent d'une surcharge dans une école où pèse la gestion de la crise sanitaire.



© SNUipp-FSU

Le Grenelle, simulacre de concertation, porte une conception du métier réduite à l'application d'outils conçus par des groupes restreints d'experts connivents avec les orientations du ministre. Une méthode de lecture officielle est en projet, bafouant les principes démocratiques de liberté éditoriale et pédagogique. Le conseil supérieur des programmes travaille à une réforme qui entend subordonner la maternelle à l'élémentaire et soumettre les plus jeunes aux dangers des évaluations standardisées. Assurément, le meilleur moyen de fabriquer l'échec scolaire précoce, en particulier des enfants des milieux populaires.

Renforcement des prescriptions

Le creusement des inégalités scolaires est bien l'issue inéluctable de l'obstination de Jean Michel Blanquer à recentrer par la contrainte les enseignements sur les «fondamentaux» et à individualiser les apprentissages. Le prescrit est renforcé à un niveau inédit avec son lot de guides multicolores, de programmes réécrits, de vade-mecum en tous genres, de recadrage des contenus de formation, sans jamais se soucier de la pertinence de ce qui se fait en classe. Pour garantir l'accès de toutes et tous à une culture commune, l'école a besoin d'une toute autre ambition. Il faut se mobiliser dans ce sens!

Une autre école est possible...

POUR UNE ÉCOLE DÉMOCRATIQUE

L'échec scolaire corrélé à l'origine sociale des élèves n'est pas une fatalité. Tous les élèves sont capables et ont droit à l'accès à une culture commune. Pour démocratiser la réussite scolaire, il faut renforcer la professionnalité et le pouvoir d'agir des enseignant-es. Pour ce faire, la formation, initiale et continue, appuyée sur tous les champs de la recherche doit être à l'écoute des besoins du

terrain. La diminution du temps de travail devant élève doit ouvrir la voie à des temps collectifs de concertation et d'élaboration. «Plus de Maîtres que de Classes», par exemple, stimule le collectif de travail, permet de croiser les regards sur les élèves et renouvelle les pratiques bénéfiques aux apprentissages et démontre qu'une autre école est possible!

Une dotation d'urgence pour l'école

Aujourd'hui il ne suffit plus de constater les inégalités scolaires mises en lumière par la crise sanitaire mais bien de s'engager à les combattre durablement.

Le SNUipp-FSU exige un plan d'urgence pour l'école permettant à la fois d'abaisser les effectifs des classes pour de meilleures conditions d'apprentissage et d'abonder les postes nécessaires à son bon fonctionnement.

Limitation des effectifs à 24 élèves, dédoublement des classes de l'éducation prioritaire... le ministère paraît convaincu de l'incidence de la taille des classes sur les apprentissages. Mais il faut aller plus loin et s'engager à la baisse des effectifs dans toutes les classes!

Le SNUipp-FSU porte d'autres revendications qui permettraient à l'école de mieux fonctionner :

- ▶ **Recréer le dispositif «Plus de maîtres que de classes»** avec 6 enseignant-es pour 5 classes;
- ▶ **Consacrer 10% du nombre total d'emplois** au remplacement des enseignant-es absent-es ;
- ▶ **Réengager des moyens pour la formation** des enseignant-es;
- ▶ **Reconstituer les RASED** et les compléter quand il manque des postes, sur la base de 1 000 élèves maximum par secteur d'intervention;
- ▶ **Augmenter les décharges** pour toutes les directions d'écoles.

D'autres moyens sont nécessaires, notamment pour l'enseignement spécialisé.

Une autre école est possible...

Le SNUipp-FSU chiffre à plus de 90 000 le nombre de postes nécessaires au bon fonctionnement de l'école primaire. Cela passe par un véritable plan d'urgence pour l'éducation !

Effectifs	13 700
Remplacement	3 200
PDMQDC	46 000
Formation	9 000
RASED	6 800
Direction	12 000
Nombre de postes nécessaires	90 700

URGENCE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

Alerte infox !

#unplan durgence pourlecole

L'école, une priorité ?

La France consacre une part importante de son PIB à l'éducation (6,6% en 2019), soit 161 milliards d'euros. Mais cette part décroît. Elle était de 7,7% en 1996. Pour retrouver ce niveau d'investissement dans l'éducation, une hausse de dépenses de 25 milliards d'euros par an serait nécessaire.

Un encadrement favorable ?

Avec 19 élèves en moyenne par enseignant·e, la France se trouve loin derrière les 13 élèves en moyenne des autres pays européens.

Assez de remplaçant-es ?

Des enseignant-es contractuel·es sont recruté·es pour remplacer les maîtres absent-es, mais dans le même temps plus de 800 postes ont été supprimés depuis le début du quinquennat.

Baisse des effectifs partout ?

Des classes plus chargées en France avec 22,2 élèves en moyenne, contre 19,8 dans les pays européens.

6,6 % du PIB consacrés à l'éducation en 2019 contre 7,7 % en 1996

22,2 élèves en moyenne par classe contre 19,8 dans les pays européens

800 postes supprimés depuis le début du quinquennat

19 élèves en moyenne par enseignant·e

**Alerte
infox !**

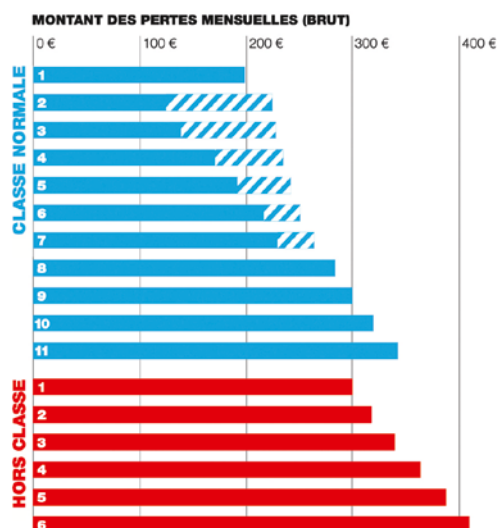
Revalorisation : vous avez dit choyé-es ?

Reconnaissant enfin la faible rémunération des professeurs des écoles, inférieure de 18,5 % à celle de leurs homologues des pays de l'OCDE après 15 ans d'ancienneté, le ministre nous promettait en janvier 2020 « une revalorisation historique ». Or que nous propose Jean Michel Blanquer ? Une enveloppe de 400 millions d'euros en 2021 : insuffisant et très loin d'être historique ! Cette maigre enveloppe ne peut suffire à augmenter de façon conséquente l'ensemble des personnels d'autant que le ministère en utilise la moitié pour pérenniser la prime de direction de 450 € et instaurer une prime d'équipement informatique de 150 € sensée couvrir les frais occasionnés par l'exercice du métier.

Le reste de l'enveloppe permet une hausse du taux de promotion à la hors classe de 17 à 18 % et une prime d'attractivité de 100 euros net mensuel pour l'échelon 2 jusqu'à 35 euros net mensuel pour l'échelon 7, ne compensant même pas les pertes de pouvoir d'achat depuis 2010. À partir de l'échelon 8, plus aucune revalorisation n'est prévue : voilà qui est historique !

COMPARATIF DES MESURES BLANQUER DE REVALORISATION AVEC LES PERTES DE POUVOIR D'ACHAT ENTRE 2010 ET 2020

■ Perte de pouvoir d'achat
▨ Augmentation Blanquer

**Une autre
école est
possible...**

Des enseignant·es et AESH mieux rémunéré·es



Pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat et pour obtenir des salaires conformes aux standards européens, le SNUipp-FSU revendique une revalorisation conséquente du point d'indice, son indexation sur l'inflation et une refonte importante des grilles. Pour les AESH, le SNUipp-FSU revendique une amélioration du cadre de rémunération (augmentation des indices, création de niveaux intermédiaires) couplée à une hausse des quotités de travail. Cela nécessite un plan pluriannuel dont le montant pourrait s'élever à 10 milliards d'euros, somme qui correspond aux annonces du ministre de l'Éducation en janvier 2020.

► Revaloriser les grilles indiciaires de 150 points, soit 700€ par mois en début de carrière et de façon dégressive jusqu'à 100 points, soit 470€ par mois en fin de carrière

► Améliorer la progression dans la carrière : accélération aux 6^e et 8^e échelons pour tous, passage automatique aux différents grades basé sur l'ancienneté.

► Doubler l'ISAE et l'étendre à tous les PE

► Doter chaque PE d'une indemnité d'équipement de 500 € par an pour prendre en compte le coût des dépenses liées à l'activité professionnelle (équipement, connexion internet, consommables, matériels pédagogiques...)

225 € brut mensuel

C'est la perte de pouvoir d'achat depuis 10 ans d'un professeur au 2^e échelon.

La prime d'attractivité permettra d'en compenser seulement la moitié.

URGENCE
SERVICE PUBLIC
D'ÉDUCATION

Action / Réaction

ENSEIGNANT·ES ET AESH : SE SYNDIQUER POUR ÊTRE PLUS FORT·ES ENSEMBLE

Crise sanitaire, programmes de maternelle, direction d'école, places au concours, recrutement de contractuels, revalorisation...

- Parce qu'ensemble nous sommes en première ligne.
- Parce que nous ne pouvons pas rester isolé-es.
- Parce que nous ne pouvons plus être méprisé-es.
- Parce qu'il y a une véritable urgence pour le service public d'éducation.
- Parce qu'une autre école est possible...
- Parce que tous les jours et quel que soit le sujet sur l'école, les personnels et les élèves, le SNUipp-FSU agit et revendique, conteste et propose, informe et défend.

Nous ne croyons plus aux discours et aux annonces médiatiques du ministre et nous sommes convaincu-es de la nécessité de renforcer le collectif. Syndiquons-nous au SNUipp-FSU, pour être plus forts, plus efficaces ensemble pour défendre l'école, les droits de tout-es et de chacun-e.